

Le Bulletin du forum

#005 Samedi 26 mars 2022

21 ➔ 26

mars 2022
Dakar - Sénégal



9^{ME} Forum mondial
de l'eau



**DECLARATION DE DAKAR :
UN "BLUE DEAL" POUR AMÉLIORER L'ACCÈS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT**

Dans ce numéro

3 Chronique quotidienne : Un Forum historique et efficace

4 Le Point : Nexus Eau-Energie- Alimentation - Environnement

6 Temps forts : Message de Monsieur Serigne Mbaye THIAM

7 Le Grand prix mondial de l'eau de Kyoto à "Pragati" d'Inde



9^{ME} FORUM MONDIAL
DE L'EAU (DAKAR 2022)

Secrétariat exécutif du 9^{me} Forum mondial de l'eau Dakar 2022
Sphère ministérielle Ousmane Tanor Dieng
Bâtiment C, 1er étage, Dakar, Sénégal - Tél : 33 836 43 43 - 33 836 43 73
Email : secretariat@worldwaterforum9.sn
Site web : www.worldwaterforum.org



UN FORUM HISTORIQUE ET EFFICACE

Rien de grand ne se fait sans passion et engagement. Le 9ème Forum mondial de l'eau qui vient de baisser ses rideaux en est une illustration parfaite. Des décisions fortes ont été prises cette semaine à Dakar qui a accueilli la communauté de l'eau et ses partenaires pour le Forum des réponses visant à améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement dans la perspective de l'ODD 6. L'événement a eu un retentissement planétaire avec une approche inclusive dans la plateforme située dans la nouvelle ville de Diamniadio.

Pour sortir des sentiers battus et s'engager dans une nouvelle dynamique porteuse d'espoirs, les participants ont développé des synergies prenant en compte les quatre priorités du Forum à savoir "La Sécurité de l'eau et de l'assainissement", "L'eau pour le développement rural", "La coopération" et "Les outils et moyens". Les différents segments (ministériel, parlementaires, élus locaux, organismes de bassin) ont pu, à l'issue de leurs

échanges, proposer des plans d'action innovants avec un impact réel sur les populations, notamment celles qui ne bénéficient pas encore d'un accès correct à l'eau et à l'assainissement.

L'horizon est éclairci et la route bien balisée grâce à Dakar 2022 où les participants ont fait preuve d'initiatives, d'imagination et d'engagement pour placer les différents pays sur la voie de l'amélioration des différents indicateurs relatifs aux accès. Une nouvelle dynamique a été impulsée car malgré le retard constaté dans de nombreux pays, il est encore possible de gagner ce combat.

Au moment de devoir nous séparer avec beaucoup de tristesse, nous sommes cependant reconfortés par le sentiment fort que la grande famille de l'eau et ses partenaires ont renforcé leurs liens à Dakar pour relever les défis présents et futurs.

CÉRÉMONIE DE CLOTURE DU FORUM DE L'EAU DAKAR 2022



Le 9ème Forum mondial de l'eau s'est achevé vendredi, à Diamniadio, sur une déclaration dénommée "Blue Deal", destinée à garantir l'accès à l'eau et à un assainissement pour tous, assurer des financements adéquats et une gouvernance inclusive, ainsi qu'à renforcer la coopération.

Il s'agit, à travers cette déclaration en quatre grands axes, d'accélérer l'application du droit à l'eau potable et à l'assainissement pour tous en se dotant de cadres législatifs adaptés, a précisé le secrétaire exécutif du 9ème Forum mondial, Abdoulaye Sène, en présentant le texte à la cérémonie de clôture.

La déclaration met aussi l'accent sur la nécessité de mobiliser tous les acteurs à travers des stratégies intégrées et inclusives. Le texte est le fruit de trois années de préparation et d'une semaine d'échanges intenses de réflexions et d'engagements pour la cause de l'eau.

Le "Blue deal" est appelé à favoriser l'application du droit international humanitaire, en particulier les protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949, qui prévoient la protection des systèmes d'adduction d'eau et d'assainissement qui sont considérés comme vitaux en temps de conflits.

Les acteurs de l'eau, sous l'égide du Conseil mondial de l'eau, sont invités à "adopter des plans de gestion durable et intégrée pour préserver les ressources en eau et les écosystèmes et garantir la résilience face aux changements climatiques et à la pression démographique". Des stratégies seront mises en place pour "sensibiliser à ces problématiques, pour susciter une évolution vers des modes de production et de consommation

plus durables et responsables", a annoncé Abdoulaye Sène.

La déclaration souligne de même l'importance de "renforcer la protection des zones humides" et d'"inciter à la conservation des systèmes d'eau traditionnels, au recyclage et à la réutilisation des eaux usées traitées". La déclaration exhorte également à "mobiliser des ressources financières publiques adéquates, ainsi que celles des partenariats au développement, pour investir dans les infrastructures d'eau et d'assainissement, et développer des emplois « bleus » et « verts », en particulier en faveur des jeunes, des femmes et du monde rural".

A la suite d'Abdoulaye Sène, le co-président du Forum, Philippe Lagarde, a relevé l'option du Conseil mondial de l'eau d'encourager la mise en place de mécanismes de financement innovants, ainsi que les investissements du secteur privé dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Il a évoqué la volonté de "plaider pour la mise en œuvre effective du Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement, en particulier l'investissement dans les infrastructures de l'eau et de l'assainissement".

Les parties prenantes de la déclaration, dont le Conseil mondial de l'eau, les gouvernements et les communautés se sont engagés à "faire évoluer les modèles de financement international pour générer davantage d'investissements dans le domaine de l'eau et de l'assainissement". Les deux présidents du Forum ont lancé un appel à garantir la disponibilité de la ressource ainsi que la résilience. Le Forum de Dakar a eu "une participation soutenue, une participation de qualité qui en fait un succès historique à tous égards".

Cloture de Dakar 2022

NEXUS EAU-ENERGIE ALIMENTATION - ENVIRONNEMENT



L'approche nexus « plus que nécessaire »

Appliquer l'approche nexus la synergie « Eau-Énergie-Alimentation-Environnement ». C'est qu'ont prôné les panélistes à la session sur cette problématique lié à la sécurité de l'eau pour la paix et le développement, thème du « Forum Dakar 2022 ».

« Nexus » est en effet une approche intégrée visant à mieux lier les secours et réponses d'urgence et les solutions sur le plus long terme afin que les communautés affectées par des crises soient plus résilientes et puissent vivre en paix.

Modérateur des débats, M. Abdou Fall, Ancien ministre et experts des énergies durables de la CEDEAO, a estimé que envisager la question du Nexus est « plus que nécessaire ». Surtout, explique-t-il, rapporté au contexte des pays en développement en général et en Afrique subsaharienne en particulier, où les tempêtes, les inondations, les sécheresses, les chocs climatiques sont aggravé par les lourdes conséquences de la crise sanitaire.

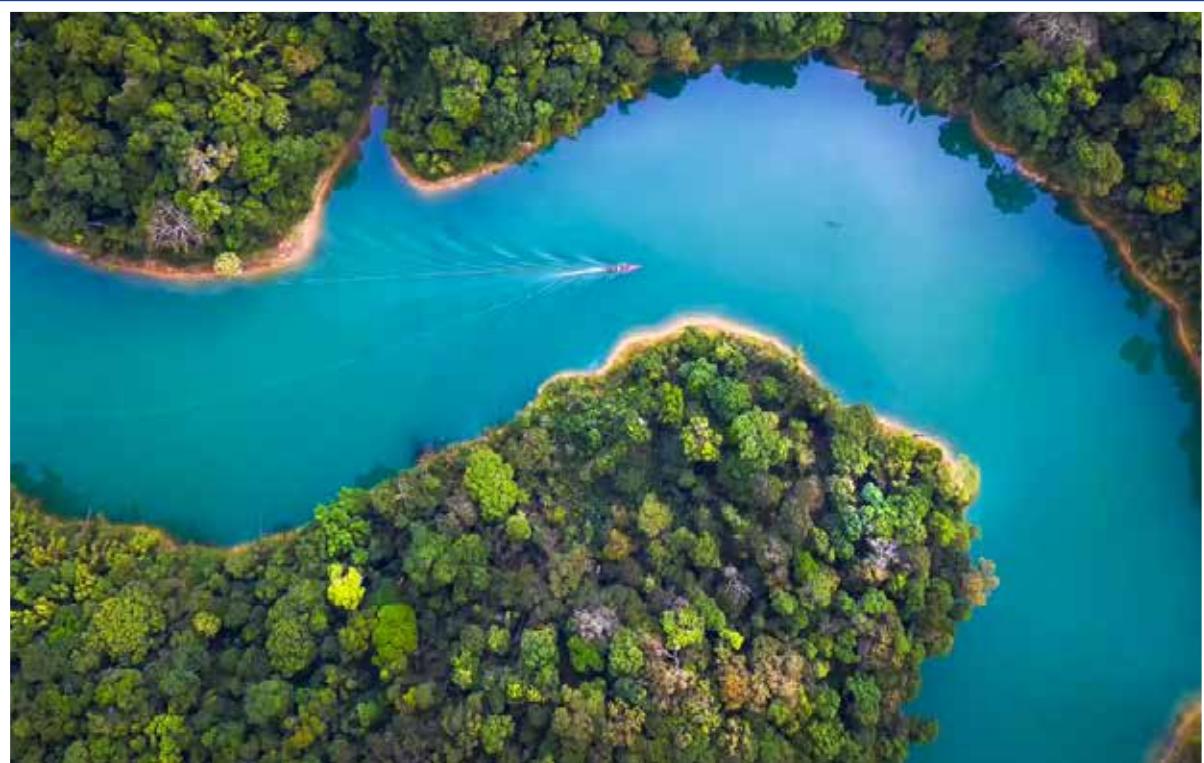
A travers cette session, le PNUD a donné l'occasion à l'ensemble des parties prenantes au processus de construction du nexus de travailler sur les termes d'une plateforme. Celle-ci devant s'appuyer sur des politiques

nationales articulées autour des stratégies sous régionales et africaines dans une perspective de réponse adaptée aux besoins des communautés en matière de souveraineté alimentaire.

Les parties prenantes, M. Samou Seïdou Adambi, Ministre de l'eau et des mines du Bénin, Mme Sonja Koepel, Secrétaire de la convention sur la protection et l'utilisation des cours transfrontaliers et des lacs internationaux, Mme Ndéye Datou Diaw Guène Team leaders environnement PNUD, M. El Kebir Mdarhri Aloui, Représentant résident adjoint Programme PNUD, M. Niokhor Ndour, Directeur de la gestion et de la planification des ressources en eau, Ministère de l'eau et de l'assainissement du Sénégal, ont convenu qu'il faut promouvoir l'approche du nexus.

Listant les actions à mener, ils ont cité, entre autres le fait de favoriser une meilleure compréhension du concept nexus « eau-Énergie- alimentation-environnement » pour le développement de synergies, faire émerger des bonnes pratiques et des solutions innovantes pour rendre opérationnelle l'approche Nexus, de définir les méthodes de coopération afin de d'en maximiser les avantages.

EAU ET ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE : LE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE, UN DÉFI MAJEUR



Les experts et techniciens qui ont pris part au 9e Forum mondial de l'eau ont unanimement reconnu que les changements climatiques sur les écosystèmes et sur la société impactent de plus en plus le monde. Ils sont d'avis que le renforcement de la résilience est aujourd'hui devenu un enjeu majeur pour sortir de l'impasse.

Le changement climatique affecte de plus en plus la quantité, la qualité de l'eau et la température de l'eau. Les écosystèmes aquatiques sont également victimes de l'ampleur et de la fréquence des événements météorologiques extrêmes tels que les inondations et les sécheresses. Ainsi, par ses impacts sur les ressources en eau, le changement climatique affecte de nombreux secteurs comme l'agriculture, l'énergie, la pêche, le tourisme, la santé et la biodiversité. Les experts et techniciens venus de différents pays ont compris les enjeux. Au Brésil, la Convention sur la biodiversité qui constitue un outil puissant pour combattre l'ignorance, a été mise en avant. Les dirigeants de ce pays ont ainsi appelé à une prise de conscience générale, c'est-à-dire opérer un changement des manières de vivre. Dans cette optique, l'éducation a un rôle majeur à jouer.

Dans sa présentation, Madame Néné Makoya de l'Institut de recherche et de développement (IRD) s'est appesanti

sur l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des glissements de terrains, l'impact sur la température, la fréquence accrue d'ouragans et de cyclones, sources des dégâts subis par les écosystèmes. Elle est d'avis que « les décideurs doivent être impliqués en amont dans le processus d'adaptation, afin d'assurer que le processus corresponde à l'élaboration de politiques et d'assurer le transfert des connaissances scientifiques aux décideurs et au monde politique ». Elle a insisté sur l'importance de lister les impacts négatifs et la nécessité de maximiser les nouvelles opportunités. De même, elle a plaidé pour une bonne riposte aux changements climatiques.

Pour sa part, Raymond Kabo, de l'Université de Laval, appelle à travailler sur les risques hydro météorologiques, notamment le plateau de Thiès qui, à son avis, représente l'essentiel des activités maraîchères. Pour John Blake des Bahamas, beaucoup de lacs et de cours d'eaux dépendent des eaux de pluie. Il s'y ajoute que le climat est de plus en plus imprévisible, notamment l'intensité des tempêtes. D'où l'importance de miser sur la technologie pour prendre en charge cette question. « On va vers le désalination de l'eau de mer. Et il faut utiliser l'eau de mer comme source énergétique, mais on a découvert que plus on creuse en profondeurs, plus l'eau est froide », a-t-il souligné.

MESSAGE DE MONSIEUR SERIGNE MBAYE THIAM, MINISTRE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT, LORS DE LA CÉRÉMONIE DE CLÔTURE DU 9^E FORUM DE DAKAR

« Rien de ce qui a été fait et dit ici à Diamniadio ne sera vain »

« (...) Soyez-en convaincus, rien de ce qui a été fait et dit ici à Diamniadio ne sera vain, encore moins rangé aux oubliettes. Avec abnégation, nous porterons ensemble les résultats du Forum au cœur de l'agenda mondial de l'eau, notamment à la conférence onusienne de 2023 sur l'eau. Nous les mettrons en œuvre dans nos territoires, nos maisons, nos champs, nos cours d'eau, nos usines, dans la nature et dans toutes nos activités, bref, en tout temps et en tout lieu.



C'est cette conviction qui a conduit le chef de l'Etat, le Président Macky SALL, à décider de donner corps à la résolution pour la convocation du panel international de haut niveau sur les investissements dans l'eau en Afrique.

1. Le 12 août 2021, le Conseil des ministres africains de l'eau (AMCOW), l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la Banque africaine de développement (BAD), le Centre mondial pour l'adaptation (GCA) et le Partenariat mondial pour l'eau (GWP) ont répondu à l'appel et adopté une résolution pour la convocation du panel international de haut niveau sur les investissements dans l'eau en Afrique.

Au nom de S.E. Macky Sall, Président de la République du Sénégal, Président de l'Union africaine; J'annonce par la présente la création officielle d'un **Panel international de haut niveau sur les investissements dans l'eau en Afrique**.

2. L'objectif du panel est de développer des voies concrètes pour mobiliser 30 milliards de dollars par an jusqu'en 2030, pour mettre en œuvre le Programme d'investissement dans l'eau en Afrique (AIP) et pour combler le déficit d'investissement dans l'eau existant en Afrique.

3. Les organisateurs du panel ont désigné cinq chefs d'État africains pour se joindre au panel de chaque sous-région de l'Afrique : Afrique centrale, Afrique de l'Est, Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest et l'Afrique australie.

a. **S.E. Mark Rutte**, Premier ministre du Royaume des Pays-Bas, en sa qualité de co-hôte de la Décennie internationale d'action pour l'eau au service du développement durable à l'horizon 2023.

b. **S.E. Hage Geingob**, Président de la République de Namibie en sa qualité de pays hôte de la Présidence de l'AMCOW, et

c. **L'Alternât Co-Chair du panel, S.E. Jakaya Kikwete**, Ancien Président de la République-Unie de Tanzanie, en sa qualité de Président du conseil d'administration de l'Unité de coordination GWPSA-Afrique qui est l'hôte du Joint Secrétariat pour les coordinateurs du panel.

4. Le groupe sera composé de chefs d'État Africains en exercice et des pays développés. Les organisateurs du panel seront également représentés au sein du panel. La liste complète des membres du panel sera disponible ultérieurement.

5. Au cours des prochains mois, le Président Macky SALL convoquera la première réunion du groupe d'experts.

6. En conclusion, j'appelle, au nom du chef de l'Etat, le Président Macky SALL, les organisations de développement, les gouvernements africains, les institutions de financement du développement et les parties prenantes du secteur de l'eau réunis ici aujourd'hui à saisir l'occasion offerte par le panel international de haut niveau sur les investissements dans l'eau pour éléver le programme de l'eau au plus haut niveau de prise de décision.

Une telle dynamique nous engage résolument dans la fabrique d'une intelligence collective favorable à l'élaboration de perspectives et d'actions véritablement transformatrices de la situation de l'eau et de l'assainissement du Local au Mondial.

C'est tout le sens de la Déclaration de Dakar, un « Blue Deal pour la sécurité de l'eau et de l'assainissement pour la paix et le développement », ainsi que du Pôle Eau de Dakar.

Dans cet objectif, je voudrais féliciter les prochains organisateurs de la 10ème édition du Forum mondial de l'eau, la République d'Indonésie, avec qui le Sénégal entretient d'excellentes relations bilatérales. Je voudrais ici leur témoigner notre soutien et nos meilleurs vœux de succès total. »

LE GRAND PRIX MONDIAL DE L'EAU DE KYOTO DÉCERNÉ À "PRAGATI" D'INDE



Le Grand prix mondial de l'eau de Kyoto d'une valeur de 2 millions de Yen a été décerné à une structure indienne dénommée "Pragati" à l'occasion du Forum mondial de l'eau, a constaté l'APS.

Le Grand prix mondial de l'eau Kyoto est organisé conjointement par le Japon Water forum et le Conseil mondial de l'eau. Cette 5ème édition a récompensé des organisations de terrain des pays en développement impliquées dans le domaine de l'eau.

La distinction vise "à trouver et à développer des activités locales exceptionnelles liées aux problèmes de l'eau dans le monde entier". Ces activités peuvent inclure des projets, des campagnes de sensibilisation et la promotion de processus participatifs sur des questions liées à l'eau, l'irrigation, le drainage fluvial, entre autres.

Ce Grand prix est une initiative de la ville de Kyoto, hôte du 3ème Forum mondial de l'eau en 2003. La distinction est décernée tous les 3 ans à l'occasion de chaque Forum mondial de l'eau.



FATOU NDIAYE

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA SONES

« L'Afrique a montré qu'elle sait apporter des solutions »

La Société Nationale des Eaux du Sénégal (SONES) est aujourd'hui l'une des sociétés les plus importantes au Sénégal en matière d'eau. Madame Fatou Ndiaye, Secrétaire générale de la société, a déclaré que l'Afrique a montré, au cours du Forum mondial de l'eau qui s'est tenu à Dakar, qu'elle est en plein développement et qu'elle sait également apporter des solutions à la problématique de l'eau.

Pouvez-vous revenir sur le rôle de la SONES dans le dispositif de gestion et de distribution de l'eau au Sénégal ?

La Société nationale des eaux du Sénégal (SONES) est un patrimoine à qui l'Etat a concédé la totalité de son patrimoine hydraulique. Nous sommes responsables de la mise en place du patrimoine hydraulique et de son accroissement, mais aussi du contrôle de la qualité de l'exploitation du service public de l'eau potable en zone urbaine et périurbaine, déléguée par l'Etat du Sénégal à un opérateur privé. Nous devons également rechercher le financement pour la mise en place des ouvrages.

Quand on regarde le territoire national, nous pouvons dire que nous sommes aujourd'hui l'une des sociétés les plus importantes au Sénégal en matière d'eau. Il faut comprendre que nous intervenons en zones urbaines et péri-urbaines, tandis que l'OFOR intervient en milieu rural seulement. Nous pouvons dire que nous représentons une part importante du dispositif au niveau du Sénégal et nous intervenons au niveau de 66 centres qui constituent le patrimoine affermé.

Que représente pour vous ce Forum Mondial de l'Eau ?

Ce forum est appelé « Forum des réponses » et c'est une occasion de voir les réponses apportées par la SONES dans la gestion quotidienne de ses ouvrages. Si nous prenons l'exemple de Kédougou, c'est une zone où en période d'étiage, nous n'arrivions pas à satisfaire les besoins des populations. Aujourd'hui, nous avons pu mettre en place un système de transfert à partir de poches d'eau existantes, donc un bassin de 50m³ qui permet d'avoir une autonomie pendant des mois. C'est déjà une réponse à la problématique rencontrée dans cette localité et cette solution peut être dupliquée ailleurs. S'agissant de la qualité d'eau, nous avons ce problème au niveau du bassin arachidier. Nous avons donc installé une station de défluoration qui traite le fluor et les chlorures

pour régler ce problème. Dans les zones où nous avons du fluor et où nous n'avons pas encore installé ces systèmes, nous procérons à des transferts. Cela veut dire que nous allons dans une zone où on a une eau de meilleure qualité, nous installons des forages et nous pompons l'eau pour les emmener dans ces zones-là. Ce sont là autant de réponses qui ont été apportées.

Un autre problème qui est aussi très important en matière d'accès à l'eau, c'est les branchements sociaux que nous avons fait pour permettre aux populations démunies d'accéder au liquide précieux. Toutes ces solutions sont des réponses à la problématique de l'eau. Si nous allons de la Baie de Dakar, nous allons jusqu'à la station de Keur Momar Sarr, Gnith, soit une distance de plus de 250 km, pour rechercher l'eau. Aujourd'hui, la solution la plus innovante que nous sommes en train d'apporter, c'est la station de dessalement que nous allons réaliser. Elle permettra de régler définitivement le problème d'approvisionnement en eau de Dakar.

Comment appréciez-vous le niveau d'organisation de ce Forum ?

Nous pouvons dire que c'est déjà une réussite. Depuis quelques jours, nous sommes là, avec nos frères et sœurs africains et la communauté internationale. Nous nous rendons compte qu'ils apportent tous des solutions. Ce sont des thématiques liées à la problématique de l'eau sur lesquelles nous discutons, c'est un dialogue car il ne s'agit pas de venir et d'imposer une solution. C'est discuter et s'accorder sur une solution avant de la mettre en œuvre. Je pense qu'il y a eu une très belle représentation au niveau mondial et au niveau de l'Afrique aussi, nous n'avons pas démerité. Il y a des solutions et c'était l'occasion de montrer que l'Afrique aussi est en plein développement et qu'elle apporte des solutions.



SALIMATA MASSALY

USAID-SENEGAL

« Nos projets sur l'eau et l'assainissement ont un grand impact en Afrique de l'Ouest »

Depuis plus d'un demi-siècle, le peuple américain, à travers l'USAID, soutient le Sénégal dans plusieurs secteurs, notamment l'éducation, l'agriculture, la pêche, le développement du secteur privé, la gouvernance. Profitant du forum de l'eau, Madame Salimata Massaly, spécialiste en gestion des ressources naturelles et secteur privé au niveau de l'USAID-Sénégal, a décliné la feuille de route de l'organisme américain. Selon elle, tous les projets de l'USAID qui ont rapport avec l'eau et l'assainissement en Afrique de l'Ouest ont un impact considérable sur la vie des populations.

Pouvez-vous revenir sur le rôle de l'USAID dans le secteur de l'eau au Sénégal ?

L'USAID est un bailleur de fonds. Nous travaillons au Sénégal dans plusieurs secteurs, à savoir l'éducation, l'agriculture, la pêche, le développement du secteur privé et la gouvernance. Maintenant en termes d'eau, notre plus grand projet avec le gouvernement du Sénégal, c'est le Projet accès durable à l'eau potable et à l'assainissement (Padepa). Dans ce projet-là, nous travaillons avec le gouvernement du Sénégal pour le renforcement de capacité des agents techniques du ministère de l'Eau et de l'Assainissement.

Il y a une aide dans la mise en œuvre de la Lettre de politique sectorielle. Nous travaillons aussi pour la construction de forages dans des zones reculées telles que Matam, Kédougou, Tambacounda, Sédiou, Kolda et Ziguinchor. Le dernier point de ce projet, c'est le renforcement de capacités dans la mise en œuvre de l'Agir. Voilà les quatre points du Padepa, un projet financé à hauteur de 14 millions de dollars, dont 10 millions par l'USAID et 3 millions par le gouvernement du Sénégal. C'est l'un des projets phares du bureau croissance économique de l'USAID Sénégal.

Nous avons également un projet au niveau de l'assainissement qui s'appelle « Accès plus » dans le changement de comportements par rapport à la défécation à l'air libre, à l'achat de toilettes. Cela est de l'assainissement basé sur le marché. C'est une approche innovante, parce qu'on travaille avec des entreprises locales qui sont dans le milieu de l'assainissement et mettent en œuvre la vente de toilettes adaptées qui se referment et qui font qu'il n'y a pas de remontée d'odeurs, ni de mouches, donc plus de contaminations. On ne voit plus de toilettes avec des couvercles parce qu'il y a beaucoup de maladies diarrhéiques causées par cette situation. C'est une gamme de toilettes dont les prix varient de 65.000 à 210.000 voire 250.000

francs, selon la zone. C'est une approche innovante et ils ont pu vendre 13.000 toilettes. On a un projet de nutrition et quand on dit nutrition des femmes et des enfants, on ne peut pas disqualifier l'eau potable. On travaille aussi avec les populations cibles pour leur expliquer l'importance d'utiliser l'eau potable et son caractère bénéfique au niveau de la santé et de la nutrition.

Quelle est la raison de la présence de l'USAID au Forum de Dakar ?

L'USAID est un sponsor du Forum. Le peuple américain a toujours été là depuis 60 ans. Nous sommes ici pour réitérer la volonté de l'USAID de travailler avec le peuple sénégalais et montrer les projets qui sont mis en œuvre par les partenaires de l'USAID. Nous finançons aussi un certain nombre à travers des partenaires de mise en œuvre. Il fallait donc venir montrer tous les projets qui ont rapport avec l'eau et l'assainissement en Afrique de l'Ouest, pour montrer notre impact. Là où certains interviennent en milieu urbain, l'USAID intervient en milieu rural parce que c'est à ce niveau où l'on a le plus besoin de ces interventions, car ce sont des populations vulnérables qui sont défavorisées. Mais nous voulons changer les mentalités pour que ces populations soient plus autonomes et dépendent moins des subventions et leur apprendre qu'elles ont un rôle à jouer. C'est pourquoi l'USAID est là pour présenter tous ces projets sur toute la chaîne de valeur.

Nous avons des projets qui interviennent dans le financement de l'eau et l'assainissement, des projets qui œuvrent dans le renouvellement de tout ce qui est équipements productifs et le changement de comportements. Nous avons beaucoup de projets et c'est pour cela que nous sommes venus au Forum pour montrer ce que nous faisons, mais aussi que nous avons une approche multi facettes au niveau de l'USAID.



LYDIA LIKIBI

DIRECTRICE COMMUNICATION DE SEN'EAU

« Notre ambition, c'est de devenir une référence pour l'Afrique »

Partenaire prémium du 9ème forum mondial de l'eau, la Société « Eaux du Sénégal » (Sen'Eau) veut devenir une excellence et une référence pour l'Afrique dans son domaine. La directrice de communication de l'entreprise, Lydia Likibi, l'a fait savoir lors de cette rencontre internationale ouverte le 21 mars, à Dakar.

Quelle est la raison de la présence de Sen'Eau dans l'organisation de ce Forum ?

Sen'Eau est l'entreprise qui exploite et distribue de l'eau en zone urbaine et péri-urbaine au Sénégal depuis 2020. La société est partenaire prémium du 9e forum mondial de l'eau. Nous participons aux sessions thématiques où nous présentons différents sujets, notamment le centre d'excellence, le renforcement de capacités, également notre école de plombiers qui forme des apprentis canalisateurs et qui propose la première formation alternance au Sénégal. Nous avons aussi organisé des visites techniques de sites. Nous avons reçu les délégations venues d'Europe qui sont allées visiter nos sites au niveau de Dakar.

Quelle contribution une société comme Sen'Eau peut-elle apporter aux différentes thématiques développées au cours de ce Forum ?

Il y a d'abord son positionnement comme une entreprise qui a un véritable ancrage territorial dans la mesure où elle participe à renforcer les capacités au niveau du Sénégal, au niveau du traitement de l'eau et également au niveau de la distribution de l'eau, nous avons différents mécanismes qui nous permettent de proposer de l'eau avec une quantité et une qualité suffisante.

Quels sont aujourd'hui les défis de Sen'Eau ?

Nous sommes une société sénégalaise basée au Sénégal, mais notre ambition, c'est de devenir une excellence et une référence pour l'Afrique. Nous avons commencé à recevoir nos pairs des différents pays, notamment le Burkina Faso et la Sierra Leone qui sont intéressés, parce qu'ils ont entendu parler de tous les projets que nous mettons en œuvre. Ces pays voisins et amis viennent voir comment les choses se déroulent et quelles sont les technologies que nous utilisons. Nous pouvons dire que petit à petit Sen'Eau est en train de devenir une référence au niveau de l'hydraulique.

REACTIONS DES JEUNES

FADAIRO ALÉKÉ YALI (BÉNIN)

« NOUS POUVONS IMPACTER NOTRE MILIEU »

« Nous avons, nous jeunes, qui nous activons dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, notre mot à dire. Nous devons participer à ce genre d'événement, comme ce 9ème forum mondial de l'eau, Dakar 2022. A travers notre participation, nous pouvons impacter notre milieu, là où nous sommes, nos pays, nos régions par rapport à la problématique de l'eau et de l'assainissement. »



EMILIE DUHAUX

MEMBRE DU PARLEMENT MONDIAL DE LA JEUNESSE DE L'EAU (FRANCE)

« C'EST LA PREMIÈRE FOIS QUE NOUS AVONS UN ESPACE JEUNE »

« A l'échelle de chaque membre de notre association, qui est le Parlement mondial de la jeunesse pour l'eau, nous animons des sessions dans le cadre du Forum. Au niveau des sessions que nous animons, nous partageons nos connaissances, nos expériences, par rapport aux jeunes qui souhaitent nous rejoindre dans le Parlement mondial de la jeunesse pour l'eau, qui est un espace jeune. C'est la première fois que nous avons un espace jeune. Pour le parlement de la jeunesse de l'eau, c'est une opportunité à saisir et à développer pour les années à venir ».



ELMACIOGLU SELENAY

JEUNE ENGAGÉE DANS L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT EN TURQUIE

« UN MOMENT DE CONNECTIVITÉ POUR LA JEUNESSE MONDIALE ENGAGÉE »

« Nous sommes des jeunes engagés dans la dynamique de l'eau et de l'assainissement. Et le 9ème forum mondial de l'eau est une rencontre internationale très importante, un moment de connectivité pour la jeunesse mondiale engagée dans l'eau et l'assainissement. C'est la première fois que nous sommes dans le forum mondial de l'eau et de l'assainissement. Et pour nous jeunes, nous devons apprendre au profit de nos différents pays pour la bonne gestion de l'eau ».



DÉCLARATION DE DAKAR



9^{EME} FORUM MONDIAL
DE L'EAU | DAKAR 2022

UN « BLUE DEAL » POUR LA SÉCURITÉ DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT POUR LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT

NOUS, parties prenantes au 9ème Forum mondial de l'Eau, tenu à Dakar, République du Sénégal, du 21 au 26 mars 2022 :

1. **Guidés** par les principes et idéaux de la Charte de l'Organisation des Nations unies ;
2. **Reconnaissant** le caractère essentiel de l'eau pour l'Homme et la Nature et, par conséquent, la nécessité de renouveler et de renforcer les engagements pour la mise en œuvre d'actions immédiates pour relever les défis de l'eau et de l'assainissement pour le développement, l'amélioration des moyens de subsistance et l'éradication de la pauvreté ;
3. **Réaffirmant** notre détermination à mettre en œuvre les Objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD6 qui vise « à assurer la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous » ;
4. **Gardant à l'esprit** nos engagements sur l'eau et l'assainissement, contenus dans la résolution 64/292 (2010) de l'ONU, l'Accord de Paris sur le climat, l'Accord de Sendai sur la réduction des risques de catastrophes, la Déclaration de Daegu et la mise en place de la Décennie internationale d'action sur l'eau pour le développement durable ;
5. **Réaffirmant** la pertinence de l'Agenda Afrique 2063 et la Vision africaine de l'eau 2025 relatif à l'accès des ressources hydrauliques et à un assainissement de qualité en Afrique et dans le monde ;

6. **Déterminés** à donner corps à notre vision partagée d'un monde dans lequel chaque personne a accès à l'eau potable et à l'assainissement en tant que droit humain fondamental, y compris par le respect des droits de l'Homme y relatifs ;
7. **Conscients** que la résilience face aux changements climatiques, démographiques, sanitaires, alimentaires et la lutte contre le stress hydrique nécessitent la disponibilité de l'eau, en qualité et en quantité, pour assurer la santé des populations, la pérennisation des écosystèmes et la croissance inclusive ;
8. **Reconnaissant** le besoin urgent d'accorder plus d'attention aux enjeux de l'eau dans le monde rural, afin de réduire les inégalités, d'ouvrir des perspectives pour les jeunes et les femmes, de favoriser le développement, générer des emplois et de régler de manière optimale les causes de migrations nationales et internationales ;
9. **Préoccupés** par le déficit de financement face aux besoins d'investissements nécessaires pour l'atteinte des cibles de l'ODD6 ;
10. **Conscients** de la nécessité de faire de l'eau un outil de coopération de paix, d'expression de la solidarité entre les pays et les peuples et d'intégration régionale, par l'encouragement du dialogue, de la paix, de la stabilité et l'amélioration de la coordination et du partenariat, en particulier dans un contexte de pandémie de Covid-19, qui a démontré notre communauté de destin ;

APPELONS LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE À

A. Garantir le droit à l'eau et à l'assainissement pour tous

11. Accélérer l'application du droit à l'eau potable et à l'assainissement pour tous en se dotant de cadres législatifs adaptés et mobiliser tous les acteurs à travers des stratégies intégrées et inclusives ;
12. Favoriser l'application du droit international humanitaire, en particulier les protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949, qui prévoit la protection des systèmes d'adduction d'eau et d'assainissement qui sont vitaux en temps de conflits ;

B. Garantir la disponibilité de la ressource et la résilience

13. Adopter des plans de gestion durable et intégrée pour préserver les ressources en eau et les écosystèmes et garantir la résilience face aux changements climatiques et à la pression démographique ;
14. Sensibiliser à ces problématiques pour susciter une évolution vers des modes de production et de consommation plus durables et responsables ;
15. Renforcer la protection des zones humides, inciter à la conservation des systèmes d'eau traditionnels, au recyclage et à la réutilisation des eaux usées traitées ;

C. Assurer les financements adéquats

16. Mobiliser des ressources financières publiques adéquates, ainsi celles des partenariats au développement, pour investir dans les infrastructures d'eau et d'assainissement, et développer des emplois « bleus » et « verts », en particulier en faveur des jeunes, des femmes et du monde rural ;
17. Encourager la mise en place de mécanismes de financement innovants, ainsi que les investissements du secteur privé dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ;
18. Plaider pour la mise en œuvre effective du Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement, en particulier l'investissement dans les infrastructures de l'eau et de l'assainissement ;
19. Faire évoluer les modèles de financement international pour générer davantage d'investissements dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ;

D. Assurer une gouvernance inclusive de l'eau

20. Promouvoir, à l'échelon, adéquat une gestion transparente, efficiente et inclusive des services d'eau et d'assainissement, ainsi que des modes de gestion diversifiés et concertés ;

21. Mettre en œuvre des plans de gestion intégrée d'utilisation rationnelle, équitable et durable des ressources en eau, en vue d'assurer le juste équilibre entre le développement socio-économique, la préservation de la qualité de la ressource, la protection et la conservation des écosystèmes ;

22. Favoriser la cohérence entre les politiques de l'eau et celles des secteurs de l'agriculture, du développement rural, de la santé, de la biodiversité, de l'énergie et de l'industrie, entre autres ;

23. Bâtir des politiques publiques liées à l'eau sur la base de la connaissance, soutenir les innovations, former et renforcer les capacités de toutes les catégories d'acteurs, pour une gestion plus durable des ressources en eau et des milieux ;

E. Renforcer la coopération

24. Accorder une attention particulière aux enjeux de l'eau dans la coopération bilatérale et multilatérale, y compris aux échelles sous régionale, régionale et internationale ;

25. Renforcer les organismes de bassin et soutenir leurs efforts pour la gestion inclusive, durable et intégrée des ressources en eau ;

26. Renforcer la coopération et le partenariat mutuellement bénéfiques en matière de gestion de bassins transfrontaliers, y compris les bassins aquifères, notamment en favorisant les échanges d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques ;

27. Placer le dialogue, la coordination, et la coopération au cœur de la résolution des différends, dans l'esprit de l'hydrodiplomatie.

PAR CONSÉQUENT

RECOMMANDONS au Gouvernement de la République du Sénégal et au Conseil Mondial de l'Eau, en leur qualité de co-organisateurs du Forum, de soumettre la présente Déclaration comme contribution à la Conférence des Nations Unies sur l'eau en 2023 ;

CONSIDERONS les résultats des travaux de ce présent Forum comme un complément à cette Déclaration ;

INVITONS la Communauté internationale et toutes les parties prenantes à endosser la présente « Déclaration de Dakar sur la Sécurité de l'eau et de l'assainissement pour la paix et le développement » et à contribuer à la mise en œuvre effective des résultats issus du Forum de Dakar ;

REMERCIONS le Chef de l'Etat, le Gouvernement, le Peuple de la République du Sénégal et le Conseil mondial de l'eau pour leur soutien dans l'organisation du 9ème Forum mondial de l'Eau.

Fait à Dakar, le 25 mars 2022





MERCI À NOS PARTENAIRES



BILL & MELINDA GATES foundation

